



« Toulouse Capitole Publications » est l'archive institutionnelle de l'Université Toulouse 1 Capitole.

Licenciement au sein d'une association en cas de vacance du pouvoir

BENARD CAMILLE-MARIE

Référence de publication : BENARD (C.-M.), « Licenciement au sein d'une association en cas de vacance du pouvoir », *Bulletin Joly mensuel d'information des sociétés*, n° 11, 2016, p. 672. [Note de jurisprudence]

Pour toute question sur Toulouse Capitole Publications, contacter portail-publi@ut-capitole.fr

Licenciement au sein d'une association en cas de vacance du pouvoir

Le président d'association dont le mandat est expiré et dont les statuts ne prévoient pas la prorogation n'a pas le pouvoir de signer la lettre de licenciement d'un salarié. Le manquement à cette règle, insusceptible de régularisation, rend le licenciement sans cause réelle et sérieuse.

Cass. soc., 16 juin 2016, no 14-29719, ECLI:FR:CCASS:2016:SO01085, Association Maison de Merquel, F-D

Extrait :

Attendu, selon l'arrêt attaqué (Rennes, 12 novembre 2014), qu'engagé le 5 juillet 1992 en qualité de responsable d'établissement par l'association Sainte-Agnès, aux droits de laquelle se trouve l'association Maison de Merquel (l'association), M. X, qui exerçait en dernier lieu les fonctions de directeur, a été convoqué à un entretien préalable à un licenciement pour motif économique prévu le 5 décembre 2012 au cours duquel il lui a été proposé un contrat de sécurisation professionnelle et remis une lettre énonçant le motif économique de la rupture ; qu'après avoir accepté, le 26 décembre 2012, le contrat de sécurisation professionnelle, M. X a saisi la juridiction prud'homale de demandes d'indemnités pour licenciement irrégulier et sans cause réelle et sérieuse ;

Sur le premier moyen :

Attendu que l'association fait grief à l'arrêt de dire le licenciement dépourvu de cause réelle et sérieuse et de la condamner en conséquence au paiement d'une somme à titre de dommages-intérêts, (...)

Mais attendu qu'ayant constaté, hors toute dénaturation, qu'aux termes des statuts le président de l'association est élu pour six ans maximum et que le mandat de M. Y était arrivé à son terme le 15 mai 2012, la cour d'appel en a exactement déduit que ce dernier n'avait pas le pouvoir de signer la lettre du 5 décembre 2012 énonçant le motif économique de la rupture et que le manquement à cette règle, insusceptible de régularisation, rendait le licenciement sans cause réelle et sérieuse ; que le moyen n'est pas fondé ; (...)

Par ces motifs : rejette le pourvoi ; (...)

Cass. soc., 16 juin 2016, no 14-29719, ECLI:FR:CCASS:2016:SO01085, Association Maison de Merquel, F-D

1. L'importance stratégique de l'association en tant qu'employeur n'est plus à démontrer et la promotion actuelle de l'économie sociale et solidaire ne peut qu'amplifier ce mouvement. La multiplication des hypothèses dans lesquelles l'association recrute, mais surtout licencie, devrait s'accompagner d'une prévisibilité des solutions quant aux organes compétents pour mettre en œuvre de telles procédures. Il n'en est rien, cela a été souligné et dénoncé en maintes occasions¹. L'attachement au caractère contractuel de l'association et, par conséquent, l'abandon aux statuts de ces questions expliquent le flou qui les entoure. Cet arrêt de la chambre sociale, en date du 16 juin 2016, n'a pas les faveurs de la publication

alors qu'il met pourtant en lumière de nouvelles difficultés en la matière, notamment en cas de vacance du pouvoir.

2. Le directeur d'une association est licencié pour motif économique par le président de celle-ci après entretien préalable et remise de la lettre énonçant le motif économique de la rupture. Suivant une structure de gouvernance tout à fait classique, l'association était administrée par un conseil qui avait élu un bureau composé d'un président, d'un vice-président, d'un secrétaire et d'un trésorier. Le président avait été désigné le 16 mai 2006 et était investi du pouvoir de représenter l'association en justice et dans tous les actes de la vie civile. La durée de son mandat était de six ans maximum et le renouvellement intervient le 20 juin 2013. Or, la procédure de licenciement est formalisée en décembre 2012. Ainsi, après avoir accepté le contrat de sécurisation professionnelle, le salarié saisit le conseil de prud'hommes pour licenciement irrégulier, dépourvu de cause réelle et sérieuse. Les juges du fond reconnaîtront cette irrégularité tenant selon eux à l'absence de pouvoir du président. Ce point est la pierre d'achoppement dans cette catégorie de contentieux, toutefois l'angle en est ici original et mérite l'attention.

La question soulevée est toujours celle de la détermination de l'organe titulaire du pouvoir de licencier et de formaliser le licenciement. Mais habituellement le contentieux se cristallise autour de la légitimité du président en la matière. Ici rien de tel, ce pouvoir n'est pas contesté au président en tant qu'organe mais à la personne, au titulaire qui occupe ce poste et dont le mandat a expiré. Selon le salarié licencié, suivi par les juges du fond, le président n'ayant plus cette qualité, il ne pouvait pas procéder au licenciement. La Cour de cassation approuve : le terme du mandat étant échu, le président n'avait pas le pouvoir de licencier. Le pourvoi est donc rejeté au prix d'une lecture stricte des statuts : ceux-ci fixaient une durée maximale de six ans pour le mandat sans prévoir de prorogation et le terme était arrivé lors de la procédure de licenciement. L'association soutiendra la prorogation du mandat jusqu'à la nouvelle désignation mais les juges, retenant que les statuts ne prévoyaient pas cette prorogation, rejettent l'argument. Ils sont approuvés en cela par la Cour de cassation qui ne relève aucune dénaturation dans l'interprétation des statuts et donc aucune violation de l'article 1134 du Code civil. L'association se place aussi sur le terrain du dépassement de pouvoir du mandataire, ratifié par le mandant et donc, l'engageant selon les articles 1984 et 1998 du Code civil. La ratification avait été expresse et à l'unanimité, lors d'une assemblée générale tenue en juin 2013, à l'occasion du renouvellement du mandat. L'argument n'aura guère plus de succès et ne pouvait qu'échouer puisque le président n'était plus mandataire.

La solution dégagée n'appelle aucune critique au regard des principes. En revanche, elle soulève des questions quant à l'administration provisoire et à la continuité de la gestion, ce que l'association n'avait pas manqué de souligner. D'autant plus en l'espèce que la nouvelle désignation du président était intervenue plus d'un an après la fin du mandat !

3. On le sait, la gouvernance des associations est soumise au « tout statutaire ». L'insuffisance ou l'imprécision des statuts est fréquente et nullement suppléée par la loi. En effet, la loi du 1er juillet 1901 ne prévoit pas l'organisation de la direction de l'association, pas plus que la récente loi n° 2014-856 du 31 juillet 2014 relative à l'économie sociale et solidaire qui, au contraire, réaffirme la prééminence des statuts. Pour les groupements qui entrent dans son champ d'application, elle exige seulement : « Une gouvernance démocratique, définie et organisée par les statuts, prévoyant l'information et la participation, dont l'expression n'est pas seulement liée à leur apport en capital ou au montant de leur contribution financière, des associés, des salariés et des parties prenantes aux réalisations de l'entreprise »². La direction de l'association n'étant pas prévue par la loi, la vacance du pouvoir ne l'est pas davantage.

L'ordonnance n° 2016-131 du 10 février 2016 portant réforme du droit des contrats, du régime général et de la preuve des obligations intègre des dispositions relatives à la représentation des personnes morales³. Si les règles posées s'attachent à définir les pouvoirs d'un mandataire désigné (C. civ., art. 1153 et s.), elles ne traitent pas non plus de la vacance de pouvoirs. En toute hypothèse, ces deux derniers textes n'auraient pas trouvé à s'appliquer à l'espèce en raison de la date du licenciement mais auraient pu indiquer une voie pour l'avenir. Face à cette situation de vide juridique, le réflexe naturel – dont le principe a été consacré par la jurisprudence⁴ – est de se tourner vers les dispositions applicables aux sociétés qui présentent une vocation subsidiaire d'application aux associations.

Dans les sociétés anonymes, la vacance du pouvoir est organisée pour les administrateurs avec une possibilité de cooptation (C. com., art. L. 225-24) ou encore pour le président du conseil d'administration en la personne de l'administrateur délégué (C. com., art. L. 225-50). Dans les SARL, la continuité de la gérance est normalement facilitée par une série de mesures qui permettent la radiation des statuts du nom du gérant par décision des associés prise à la majorité ordinaire (C. com., art. L. 223-18, al. 2), ou, en cas de décès, la possibilité pour le commissaire aux comptes ou tout associé de convoquer l'assemblée générale en vue de procéder au remplacement du gérant (C. com., art. L. 223-27, al. 6), avec des délais de convocation réduits à huit jours (C. com., art. R. 223-20). Dans les sociétés en nom collectif ou les sociétés civiles, la vacance du pouvoir peut avoir des conséquences désastreuses puisqu'elle peut entraîner la dissolution de la société (C. com., art. L. 221-12 ; C. civ., art. 1846-1). Le point commun de ces dispositions, au-delà de la différence des formes sociales, est d'impliquer une réaction des associés ou des autres organes de la structure. Que faire en cas de carence ?

4. L'utilisation des injonctions de faire (CPC, art. 809 ; CPC, art. 873) peut offrir une solution. En l'espèce, une telle injonction aurait permis de saisir le bureau de son obligation de désigner un président, ainsi que cela était prévu par les statuts.

On pouvait aussi envisager la nomination d'un administrateur provisoire. Mais les conditions de la nomination dégagées par la jurisprudence rendent cette désignation peu réaliste. Mesure exceptionnelle, réservée aux crises graves, mettant en péril la survie de la société, elle correspond à des situations de blocages⁵. Le risque de discontinuité de la gestion pourrait justifier une telle mesure quand l'association est privée de direction ; or ici, la gestion avait continué très naturellement. Le non-respect des statuts peut conduire aussi à cette désignation. L'obligation statutaire de procéder à la désignation du président n'avait pas été respectée mais, une fois encore, n'a jamais exposé l'association à une paralysie de fonctionnement ou à un péril pour sa continuité. Reste que la situation était tout de même périlleuse : sur une durée d'un an, tous les actes pris par le président étaient susceptibles d'être remis en question. Le risque juridique est donc réel mais il s'agit au mieux d'un péril prévisible et non imminent. On sait la réticence des juges à désigner un administrateur provisoire à titre préventif. Toutefois, dans l'hypothèse de désignation irrégulière d'un gérant cela a été accepté au motif des graves conséquences que l'annulation prévisible de la désignation des gérants ne manquerait pas d'entraîner pour la société⁶.

Un autre point doit aussi être souligné en l'espèce : sans prévoir la vacance du pouvoir, les statuts prévoyaient, en leur article 7, que « l'association est représentée en justice et dans tous les actes de la vie civile par son président ou par un membre du conseil délégué à cet effet ». La délégation était possible et cela aurait pu constituer un recours dans la période d'attente du renouvellement du mandat. Cependant, il est manifeste que l'arrivée du terme n'avait pas été anticipée et qu'aucune solution provisoire n'a été envisagée. La continuité de fait de la gestion, à défaut de la continuité de droit, a certainement faussé

l'appréhension juridique du problème. L'association a fonctionné avec un dirigeant de fait dont on sait que la reconnaissance de la qualité ne s'accompagne d'aucun droit. Ainsi, aucun des palliatifs envisagés n'est satisfaisant et les associations, faute d'anticipation, s'exposent à voir leurs actes sanctionnés.

5. Le présent arrêt démontre, s'il en était besoin, que les pièges de la gouvernance des associations sont nombreux. La construction prétorienne autour des pouvoirs du président ou d'un autre organe d'ailleurs puisque rien n'est figé, laisse encore en suspens d'importantes questions. Qu'il s'agisse de désigner l'organe compétent pour diriger et représenter l'association, l'étendue de ses pouvoirs ou son remplacement, les conséquences de la vacuité de la loi s'imposent avec la même acuité.

Notes de bas de page

1 –

Bénard C.-M., note sous Cass. soc., 17 mars 2015, n° 13-20452, F-PB : BJS nov. 2015, n° 114e4, p. 589.

2 –

L. n° 2014-856, 31 juill. 2014, art. 1, I, 2°.

3 –

Dondero B., « Capacité et représentation des sociétés », BJS sept. 2016, n° 115m9, p. 510.

4 –

Cass. 1re civ., 3 mai 2006, n° 03-18229 : RTD com. 2006, p. 619, obs. Grosclaude L.

5 –

Cass. com., 6 févr. 2007, n° 05-19008 : Bull. civ. IV, n° 28 ; BJS juin 2007, n° 187, p. 690, note Scholer P.

6 –

Cass. com., 17 janv. 1989, n° 87-10966 : Bull. civ. IV, n° 28 ; BJS avr. 1989, n° 107, p. 321, Daigre J.-J.